

A close-up portrait of a middle-aged man with dark hair, wearing black-rimmed glasses, a dark suit jacket, a light-colored shirt, and a dark blue patterned tie. He is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background is a plain, light-colored wall.

**PATRICK
MENNUCCI**

Nous, les Marseillais

Pygmalion

Extrait de la publication

PATRICK MENNUCCI

Nous, les Marseillais

« Marseille ne peut pas rester seule. Ce sera à François et à Jean-Marc de décider si on y va ou pas, mais je suis d'accord pour défendre l'idée... » En cet été 2012, François Hollande et Jean-Marc Ayrault viennent de s'installer au sommet de l'État. Après trois heures de discussions, Marylise Lebranchu se range aux arguments de Patrick Mennucci : la ministre a compris que tout le gouvernement doit se mobiliser pour Marseille, qu'il faut révolutionner l'organisation des Bouches-du-Rhône pour que la deuxième ville du pays redevienne une chance pour la France.

Un an après, le chantier bat son plein. Au Parlement avec la création en cours d'une métropole, comme à Marseille avec les municipales dont Patrick Mennucci sera l'un des principaux acteurs pour tourner la page des années Gaudin. Un chantier extraordinairement difficile, marqué par les résistances et pourtant toujours plus nécessaire : la longue liste des morts par balles en est la preuve.

Pour mieux comprendre ces batailles, Patrick Mennucci décrypte depuis la Libération les blocages qui handicapent Marseille. Il révèle des épisodes inédits des municipales 2008, de l'affaire Guérini, sur les manœuvres de Bernard Tapie pour revenir en politique. Surtout, il met en avant tous les atouts de Marseille, ses richesses naturelles, son patrimoine, la vitalité économique de ses habitants, son inventivité qui lui permet d'être cette année la Capitale européenne de la culture. Autant de raisons de croire en l'avenir. Et de se battre pour elle.

Patrick Mennucci, membre du bureau national du PS, est député des Bouches-du-Rhône et maire du secteur du centre-ville de Marseille. Il a été en 2007 un des responsables de la campagne de Ségolène Royal, expérience qu'il a racontée dans Ma Candidate (Albin Michel, 2007).

Nous, les Marseillais

Patrick Mennucci

Nous, les Marseillais



Pygmalion

DU MÊME AUTEUR

Ma candidate, les secrets de la campagne de Ségolène Royal (avec Frédéric-Joël Guilledoux), Albin Michel, 2007.

Sur simple demande adressée à Pygmalion,
87 quai Panhard et Levassor, 75647 Paris Cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

© 2013, Pygmalion, département de Flammarion.
ISBN : 978-2-7564-1151-4

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*À Olivier Ferrand,
député des Bouches-du-Rhône,
dont la pensée et l'action
manquent au territoire marseillais.*

Avant-propos

Ce livre n'est pas un programme électoral – travail par définition collectif ; ce n'est pas le premier volume d'un futur recueil de mémoires. J'ai encore beaucoup de choses à faire pour Marseille. Ce livre n'est pas la description de Marseille, la carte postale si chère à Jean-Claude Gaudin, mais un récit qui donne les clés pour comprendre les Marseillais. En disant ses atouts, ses faiblesses au travers de son passé et de son présent, heureux ou malheureux.

Je dis ma vérité. Je parle avec mon cœur et mon expérience, je dis ce que j'ai vécu, ressenti, je livre ma façon d'agir en politique et ma conception de l'action publique.

Je veux contribuer à ouvrir les yeux de celles et ceux qui me liront sur les réalités complexes et contrastées de la deuxième ville de France. Je raconte sans fard, sans acrimonie non plus car la comédie humaine est plus forte que tout et ses acteurs, quels qu'ils soient, ont souvent leurs mérites.

Nous, les Marseillais

À l'heure où chacun fourbit ses armes pour la joute municipale du printemps 2014, j'ai voulu apporter mon éclairage sur les affaires politico-judiciaires qui portent tant de tort à la réputation de Marseille, même s'il est heureux qu'au bout du compte la Justice, dans son indépendance, contribue à nettoyer les écuries d'Augias. J'ai voulu, parallèlement, montrer comment un élu déterminé peut faire avancer des dossiers essentiels comme celui de la Métropole, pour peu qu'il en ait la volonté et l'énergie.

Sans arrogance, sans soumission non plus à l'esprit de parti, je veux mobiliser les intelligences et les cœurs pour Marseille en apportant ma pierre à l'édifice commun avec ces analyses et ce regard de socialiste.

Nous, les Marseillais, avons le devoir de tirer lucidement ensemble les leçons du passé afin de mieux organiser le présent et de mieux préparer le futur pour nos enfants.

Comme le million de Marseillais de corps ou de cœur, qu'ils vivent sur les rives de la Méditerranée ou sous des ciels moins lumineux, je crois à cet avenir.

Je crois en Marseille.

Première partie

Espoirs, combats
et trahisons

Un dîner au Vallon des Auffes

Marylise Lebranchu ne dit plus rien. Elle réfléchit. Regard perdu vers le Vallon des Auffes, petit port niché sous la Corniche, où paressent quelques barques de pêcheurs, face aux îles du Frioul. La ministre de la Décentralisation a l'amour de la mer. Autour de nous, dans ce restaurant de poissons parmi les plus chaleureux de la ville, les conversations bruissent, s'étirent.

Dernière gorgée de café. Un bref coup d'œil vers le carnet de notes, qu'elle a posé sur la nappe écru. Petit sourire. « Je crois que vous avez raison, finit par lâcher Marylise. Ce n'est pas gagné, mais ça vaut le coup. Marseille ne peut pas rester seule. Vous m'avez convaincue. Ce sera à François et à Jean-Marc de décider si on y va ou pas, mais je suis d'accord pour défendre l'idée... » À elle, ministre depuis trois mois, de tenter d'entraîner le président de la République et le Premier ministre !

Depuis trois heures, j'argumente, j'explique, je raconte Marseille. Eugène Caselli, le président

socialiste de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), est avec nous. Lui aussi a détaillé les contraintes d'une structure trop étroite, limitée à 18 communes dont certaines ne rassemblent que quelques milliers de personnes. Qualifiée de « Porte de l'Orient », Marseille devrait être le passage obligé entre l'Europe et la Méditerranée, un carrefour entre la France et l'Afrique du Nord. Or, au fil des décennies, la cité phocéenne est devenue un goulet d'étranglement...

Voir que j'ai pu convaincre Marylise Lebranchu, qui doit mettre en œuvre la troisième phase de la décentralisation après les lois de Gaston Defferre et du gouvernement Raffarin, m'est un formidable bonheur. Bien sûr, je sais que rien n'est fait. Que tout reste soumis à l'arbitrage de François Hollande et de Jean-Marc Ayrault. Que bien des adversaires se lèveront sur notre chemin. Mais avec Marylise aux avant-postes de la bataille, on peut gagner. On peut transformer Marseille en métropole euro-méditerranéenne ; réinventer le destin d'une ville et avec elle d'une région ; rendre justice à ses habitants, construire un moteur économique, intellectuel, culturel, qui sera une des chances qui permettront à la France de surmonter ses doutes et de dominer ses angoisses.

Cette idée d'une métropole qui associerait Marseille, Aix-en-Provence, Martigues, Istres, Aubagne, Salon-de-Provence, j'y crois et j'y travaille depuis longtemps. Durant la campagne présidentielle, j'en ai beaucoup parlé avec Aquilino Morelle, un camarade de longue date qui,

après avoir animé l'équipe d'Arnaud Montebourg et de Vincent Peillon lors de la « primaire citoyenne », a été chargé de préparer les discours de François Hollande.

Avec obstination, chaque fois que j'ai pu, j'ai plaidé pour la ville et le territoire que j'aime. Le 14 mars 2012, j'ai senti dans la ferveur du meeting du candidat socialiste à Marseille que le ton à notre égard avait changé : la profondeur de la crise subie par tous a conduit François Hollande à mieux comprendre l'atout que nous pouvons être plutôt que le fardeau que nous sommes devenus. Dans les mois qui ont précédé l'élection, confrontée aux conséquences délétères sur le plan de la morale publique de l'affaire Guérini, la direction socialiste a pris conscience du désastre humain né de la violence qui ronge les cités, de l'économie de la drogue qui prospère sur un chômage galopant, de l'affaissement de la municipalité Gaudin. Chacun à leur façon, Vincent Peillon, Arnaud Montebourg et Manuel Valls nous ont aidés à faire comprendre au pays qu'il était plus que temps d'agir, aux Marseillais qu'ils n'étaient plus abandonnés.

Dès les législatives, le projet « métropole » était en bonne place dans mon programme. Je reconnais que ce n'était pas vraiment la priorité des électeurs de ma circonscription, qui couvre quelques-uns des quartiers les plus populaires de Marseille. Ils étaient surtout pressés de tourner la page des années Sarkozy. Avides de retrouver un peu d'espoir, de sincérité, d'égalité, même s'ils

avaient bien compris que la crise économique laisserait peu de place au rêve. Qu'importe, j'ai souvent parlé de la métropole lors de mes visites de terrain, mes rencontres avec des responsables d'associations, des chefs d'entreprise, des artistes, lors de mes réunions à domicile et dans mes entretiens avec la presse. C'était une raison de croire en l'avenir de Marseille et aussi de prouver qu'il pouvait exister autre chose que le clientélisme du conseil général des Bouches-du-Rhône, ce système, qui était mon principal adversaire dans cette élection puisque son président Jean-Noël Guérini avait initié une candidature dissidente dont le seul objet était de me faire battre. Je ne sais si mes explications étaient probantes mais j'ai souvent eu le plaisir de voir de l'intérêt chez mes interlocuteurs : manifestement, un projet qui verrait toutes les villes d'un territoire travailler ensemble au lieu de se chamailler sans cesse leur semblait relever du bon sens, de l'évidence.

Le 17 juin 2012, dans la logique de l'élection de François Hollande, la gauche gagne les législatives. Superbe fierté autant qu'énorme responsabilité, je suis de ceux qui feront leurs premiers pas à l'Assemblée nationale. L'euphorie ne dure qu'un instant car de sombres nouvelles me ramènent vite les pieds sur terre : le Front national et ses alliés obtiennent trois députés dans le Sud-Est, dont l'avocat marseillais Gilbert Collard, élu dans le Gard où il possède une résidence secondaire. Je suis bien placé pour avoir senti la pression du « Rassemblement Bleu Marine », puisque je l'ai

emporté au second tour contre une candidate lepéniste. Heureusement, avec nos députés auxquels s'ajoute une soixantaine d'élus de partis de gauche, le PS détient la majorité absolue au Palais-Bourbon. Cela veut dire que nous aurons les moyens d'avancer. Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault pourra compter sur nous. Il en aura bien besoin : le message de l'électorat est clair, il nous accorde une chance mais peut s'en remettre à tout moment aux sirènes mortelles du clan Le Pen...

À peine élu, je m'attache donc à la rédaction d'une note à l'intention du pouvoir exécutif sur « la métropolisation du territoire marseillais ». Je m'appuie notamment sur le discours consacré à la décentralisation prononcé par François Hollande le 3 mars 2012 à Dijon. Ce jour-là, le futur président de la République a réclamé « un pas décisif » vers de grandes métropoles européennes : « Il faudra doter ces grandes agglomérations, celles qui pèseront à l'échelle de l'Europe et du monde, d'un statut métropolitain simple et attractif, adapté à chacune des agglomérations, leur permettant d'atteindre en termes de compétences, de ressources, de moyens, le niveau requis à l'échelle de l'Europe. Là aussi, faisons le pari de l'expérimentation, de la liberté, de la souplesse. Ne craignons rien si nous voulons que chacune de nos structures soit la plus adaptée à la réalité de nos vies. »

À partir de cette feuille de route, j'expose que le moment est venu de transformer le territoire de Marseille dans une métropole, et je fournis

tous les éléments de contexte économique qui l'imposent. Je n'oublie pas de préciser le climat politique, marqué à la fois par le conseil général des Bouches-du-Rhône empêtré depuis 2009 dans une désastreuse affaire judiciaire et par la gestion assoupie de Jean-Claude Gaudin à la mairie de Marseille. Élu depuis 1995, celui-ci ne voit plus guère la ville que de son bureau, décoré au XVII^e siècle par le sculpteur Pierre Puget, ou du Sénat où il passe le plus clair de sa semaine.

Dès la fin juin, ma note parvient à Matignon par l'intermédiaire de Camille Putois, la directrice adjointe du cabinet de Jean-Marc Ayrault : issue du corps préfectoral, elle était en 2007 la meilleure recrue de l'équipe de Ségolène Royal, alors que j'étais le directeur adjoint de campagne de la candidate du PS à la présidentielle. J'ai gardé avec Camille une relation affectueuse née des heures passées à réécrire les discours, les programmes, à régler les déplacements et les meetings de Ségolène. Depuis cette campagne, nous sommes restés très liés.

Dans un combat aussi intense que peut l'être une campagne pour la présidence de la République, on sent d'instinct où est la force, le sérieux, la compétence et l'engagement. Au 282 boulevard Saint-Germain, le QG de Ségolène, Camille était un phare précieux pour notre petite équipe qui devait se débrouiller sans l'aide du Parti socialiste. Plus que cela, une femme très courageuse : elle s'est engagée très tôt auprès de la future candidate, fin 2005, alors qu'elle diri-

geait le service des élections du ministère de l'Intérieur... dont le patron n'était autre qu'un certain Nicolas Sarkozy ! Durant ces premiers mois, je ne la connaissais que sous le surnom de « Céleste ». Un pseudo au PS, on n'avait plus vu ça depuis l'arrivée de Jean-Christophe Cambadélis, alias « Kostas », après son départ du Parti communiste internationaliste...

Également destinataire de ma note, Marylise Lebranchu me reçoit avec son directeur de cabinet, Serge Bossini, un Méridional qui a été un temps en poste à Marseille, et par un autre conseiller, Laurent Olléon, le mari de la nouvelle ministre des PME et de l'Économie numérique, Fleur Pellerin. Bossini et Olléon ont la particularité d'avoir animé la campagne de François Hollande pour les questions de réforme territoriale. Ils sont les inspireurs du discours de Dijon sur la décentralisation.

Quelques jours plus tard, la ministre me croise au Palais-Bourbon, à l'entrée de l'hémicycle. Comme toujours, le dialogue est cordial : si elle est une des personnalités les plus respectées du Parti socialiste, notamment en raison de son expérience à la Justice au sein du gouvernement de Lionel Jospin, elle n'a jamais été du genre à s'embarrasser du protocole. Pourtant, si elle l'avait voulu, Marylise aurait pu être présidente de l'Assemblée nationale : face à elle, personne ne se serait présenté. Elle m'a confié avoir choisi de rester au ministère de la Décentralisation pour « être dans l'action. » Cette femme est vraiment exceptionnelle, je ne connais qu'elle pour refuser

les ors de l'hôtel de Lassay, les gardes républicains et les tambours de 15 heures du mardi et du mercredi.

Elle m'annonce sa venue à Marseille, le 26 juillet, pour rencontrer les personnels territoriaux de la Région et des représentants des différents services de l'État : « Ce serait bien qu'on en profite pour discuter un moment. J'arrive la veille, je t'invite à dîner. Tu connais une bonne adresse pour la bouillabaisse ? » Je propose « Chez Fonfon », une table toujours agréable : « C'est au Vallon des Auffes, le quartier où j'habite, c'est très typique, avec de petites maisons, le clapotis des vagues... Il y a une salle séparée, ça permet de travailler pendant le repas. » Je lui suggère de convier Eugène Caselli : « En tant que président de la communauté urbaine, il est intéressant qu'il soit là. Ce ne serait pas juste que je me retrouve tout seul dans cette affaire : même si la création d'une métropole est ma position en tant que parlementaire, je ne suis pas le seul à être sur cette ligne... ». « D'accord, me dit-elle avant de rejoindre le banc du gouvernement, dis-lui de venir s'il est disponible. »

Dès le lendemain, je transmets l'invitation à Eugène. Il s'émeut que celle-ci passe par moi. Il téléphone au cabinet de Marylise Lebranchu pour s'en étonner ! Alors qu'elle me l'a demandé simplement, amicalement, comme le font des camarades de la même formation politique depuis quelques décennies... Il faut dire qu'à peine connu le résultat des législatives, Eugène a annoncé son intention de se présenter aux municipales à Marseille en 2014 et il me considère

déjà comme un concurrent potentiel. Sa lecture apparaît au grand jour peu après lors du conseil municipal, qui nous voit nous opposer sur un vote à propos d'un dossier d'urbanisme, ce qui a bien fait rire la droite. La logique aurait voulu qu'il me soutienne dans mon combat contre un énorme projet d'hôtel de luxe sur la plage des Catalans. Il a préféré aller dans le sens de Jean-Claude Gaudin...

Au soir dit, nous voilà dans les petites rues du Vallon des Auffes. Une belle nuit d'été, avec beaucoup de monde, des touristes mais surtout des familles marseillaises qui rentrent de la plage et se sont arrêtées là pour manger une pizza. Marylise est séduite par cette ambiance décontractée : on parle bateaux, son mari possède un caseyeur, une embarcation comme on en voit beaucoup en Bretagne qui sert pour pêcher les tourteaux et les coques. Passe Charles, un ami qui s'occupe de la société nautique du Vallon : je le présente, ils se lancent dans un grand débat pour comparer les techniques employées en Méditerranée et sur l'Atlantique. De fil en aiguille, il nous invite même à prendre le pastis et à partager les supions¹ les pieds dans l'eau sur sa terrasse. C'est avec bien des regrets que je décline sa proposition, mais la métropole a tant attendu.

1. Petites sèches qu'on fait frire avec de l'huile d'olive, de l'ail et du persil. Dans d'autres régions, on les appelle margate, chipiron, encornet...

Nous arrivons au restaurant, on s'installe. Poisson grillé pour Eugène et moi, tournée générale de bouillabaisse pour Marylise et son équipe ! Sans chichis ni tralalas, la tablée est des plus joyeuses : il y a des techniciens, les policiers du Service de protection des hautes personnalités, les chauffeurs, nous, tous ensemble. Cela n'empêche pas d'avoir une conversation sérieuse. D'ailleurs, signe qui ne trompe pas, la ministre est venue avec des gens qui connaissent bien Marseille : Serge Bossini, mais aussi Jean-Philippe Thiellay. Conseiller de Jean-Marc Ayrault pour « les institutions, les libertés publiques, la réforme de l'État et la décentralisation », celui-ci est né dans la cité phocéenne, il a grandi dans le quartier de Saint-Barnabé. D'ailleurs, je soupçonne Jean-Claude Gaudin d'avoir caressé un temps le projet de l'embarquer sur ses listes électorales. Il a eu l'occasion de le rencontrer et de l'apprécier alors qu'il servait à l'ambassade de France au Vatican. Sauf que Jean-Philippe est un vrai socialiste et un vrai copain : il a bossé avec Martine Aubry et Jean-Jack Queyranne, conseiller d'État, il est un des cofondateurs de « Terra Nova¹ »... Depuis ce repas, il a même participé à une conférence que j'ai organisée pour défendre

1. *Think tank* progressiste fondé en 2008. Il était présidé au départ par Olivier Ferrand : originaire de Marseille, conseiller de Lionel Jospin à Matignon puis du président de la Commission européenne Romano Prodi, Olivier a été élu député en juin 2012 dans la circonscription de Salon. Il est mort treize jours plus tard, victime d'un accident cardiaque. C'est une perte terrible pour la vie politique française.

l'organisation d'une élection primaire dans la perspective des municipales de 2014. Ce qui a tellement étonné le maire UMP de Marseille qu'il m'a téléphoné pour savoir d'où je le connaissais et m'en dire le plus grand bien !

Bref, avec Eugène, on se lance, on aligne les arguments en rafale pour défendre la nécessité d'une métropole. Nous n'avons même pas pris la peine de nous concerter, nous savons où nous allons. Marylise nous interrompt : « Bon, vous, vous êtes pour. Mais les autres ? » Je lui réponds que les Marseillais auront du mal à être contre, même si certains feront peut-être preuve de prudence, à commencer par Jean-Claude Gaudin qui aura sans doute quelque réticence à signer un chèque en blanc pour un projet porté par un gouvernement socialiste. Nous la mettons également en garde contre la réaction des sénateurs : tous ceux qui dépendent des grands électeurs du département pour être réélus, qu'ils soient de gauche comme de droite, ne seront certainement pas de fervents partisans d'une réforme qui redessinerait le périmètre des compétences au sein des collectivités locales. D'où l'importance dans le débat parlementaire de s'appuyer sur l'Assemblée nationale, les députés étant moins soumis à la pression des maires et des présidents de structures intercommunales qui ne manqueront pas de monter au front. Nous rappelons qu'il faudra également compter avec Michel Vauzelle, le président socialiste du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour qui j'ai une grande considération et que je connais bien, ayant dirigé à

trois reprises ses campagnes électorales. J'avance une suggestion : « Il faudra inventer une formule, pour que la Région soit associée au processus en tant que telle. Et consulte-le, il est d'Arles, et sans doute le mieux placé pour dire si cette partie du département a vocation à s'inscrire dans la future métropole. »

Marylise Lebranchu a sorti son carnet Rhodia. Elle prend des notes. Puis trace un trait. À gauche, elle liste ceux qui devraient être pour la métropole, avant de demander : « Qui sera contre ? » Notre réponse est claire : « Guérini, tous ceux qui dépendent du conseil général... et tous les autres, la maire UMP d'Aix-en-Provence qui est un poème à elle toute seule¹, les communistes d'Aubagne et de Martigues qui ne sont pas des tendres, d'autres encore. Tu auras tout le monde contre toi. » Pas la peine de masquer la réalité, de raconter que ce sera facile. Au contraire, on lui explique que dans ce département, cela fait bientôt cinquante ans que tout le monde se construit contre les autres. Que quand les premières communautés urbaines ont été créées en 1966 à Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg, Marseille a laissé filer l'occasion.

1. Maryse Joissains-Masini est élue depuis 2001. Elle est réputée pour son franc parler qui tranche avec l'image bourgeoise d'Aix. Marylise Lebranchu connaît bien le personnage, tant pour l'avoir croisé à l'Assemblée nationale que pour sa sortie au lendemain de l'élection de François Hollande : le qualifiant de « danger pour la République », se livrant à des attaques sur son physique, elle a déposé un recours outrancier devant le Conseil constitutionnel qui a été balayé.

Marylise ouvre de grands yeux. Même si elle est chevronnée et a déjà creusé le dossier, elle ne cache pas son incompréhension en saisissant combien les schémas qui existent partout n'ont pas cours ici. Combien la coopération entre les collectivités est embryonnaire. Cela la choque tellement qu'elle nous détaille comment ça se passe en Bretagne, où elle a été maire de Morlaix puis un des rouages les plus importants du conseil régional après l'élection de Jean-Yves Le Drian en 2004 : « Pendant les élections, c'est la bagarre mais après, tout le monde se met autour d'une table et chacun s'emploie à faire fonctionner les choses. »

Que répondre ? Que Marseille est gangrenée par le clientélisme ? Que, pour reprendre les mots d'un magistrat, une organisation « à caractère mafieux » paralyse le conseil général ? Que l'individualisme est une règle partagée, chacun voulant rester maître chez soi pour mieux contrôler son territoire ? Que pour beaucoup, l'immobilisme tient lieu de philosophie politique ? Le tout au détriment du développement économique, des transports, de la répartition harmonieuse des logements sociaux et de tant d'autres urgences en souffrance ? Que quand j'ai été élu, en 2008, maire de deux arrondissements du centre-ville, j'ai trouvé des placards et des bureaux vides, les sortants de droite ayant passé tous les dossiers à la broyeuse avant de quitter les lieux. C'est hélas la vérité. Alors, même si avec Eugène nous n'en sommes pas très fiers, nous

Nous, les Marseillais

dressons un sombre tableau. Qui finit par la persuader que l'âpreté de la bataille à mener est à la hauteur de sa nécessité.

En quittant Marylise, Eugène et toute la compagnie, pour rentrer chez moi à pied, je me dis que je n'ai sans doute pas présenté Marseille sous son meilleur jour. Mais je n'ai pas menti, pas noirci les choses plus que de raison. J'ai dessiné la ville telle qu'elle est. Belle, rieuse, laborieuse ouverte au monde et pourtant si compliquée, livrée à tant de forces obscures, entravée par tant de faiblesses, qu'elle en perd la raison. Face à ce tourbillon de contradictions, beaucoup ont baissé les bras. Moi, non. Jamais. Je ne suis pas le seul, d'autres aussi affrontent la tempête, se battent. Certains sont des amis, certains me sont inconnus. Je ne sais pourquoi mais en ce soir d'été, je comprends que nous saurons nous trouver. Que nous nous serrerons les coudes. Que nous serons inventifs, malins, courageux. Qu'on va entendre parler de nous. Nous, les Marseillais !

2

Les occasions manquées

Cela fait longtemps que j'ai compris que Marseille marche de guingois. Que dans ce département, les pièces du puzzle ne collent pas. Je l'ai vraiment touché du doigt en 2004 : vice-président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, j'étais en charge des lycées et particulièrement de leur construction. Alors que les dossiers avançaient plutôt normalement partout ailleurs, ici c'était toujours compliqué... Ainsi, nous devons réaliser un établissement dans les quartiers Est de Marseille, à la Fourragère. Très vite, je me suis retrouvé au milieu d'un méli-mélo entre mon équipe, les différents services de l'État, le conseil général qui avait prévu un collègue juste à côté, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la mairie centrale et la mairie de secteur... Chacun tirait dans un sens différent, chacun s'occupait d'un bout de l'histoire et surtout pas du reste, c'était toujours la faute de l'autre quand il y avait un problème. Pour trouver un terrain, alors que

c'était le rôle de la Ville, cela a été la misère... Avec tout ça, allez répondre correctement aux attentes des enfants, des parents, des personnels !

Pour mettre de l'huile dans les rouages, on avait imaginé un « Comité de pilotage » qui se réunissait régulièrement. Je ne sais pas si ça existait dans d'autres régions mais en PACA, c'était vraiment une première. Eh bien, malgré tous nos efforts, la première rentrée au lycée de la Fourragère s'est effectuée en septembre... 2012. Entre-temps, non loin de là et avec la bénédiction de la mairie, un établissement privé avait été décidé, construit et ouvert en moitié moins de temps. Lequel lycée catholique fut inauguré en grande pompe par Jean-Claude Gaudin, toujours prêt à prendre les mimiques des moines bénédictins qu'on voit sur les boîtes de camembert.

Ce qui n'était qu'un sentiment s'est transformé en conviction en 2005, quand Ségolène Royal m'a demandé de l'aider à devenir la candidate du Parti socialiste pour la prochaine présidentielle. Pari fou quand on se rappelle que Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius étaient déjà dans les starting-blocks, que Jack Lang trépignait en espérant récupérer la place, que Lionel Jospin était prêt à reprendre du service et que François Hollande, alors installé rue de Solférino, se tenait en embuscade... Que du lourd !

Avec Ségolène, nous nous sommes alors lancés dans des dizaines de déplacements à travers la France. Tous les deux, nous avons avalé des milliers de kilomètres, souvent dans ma voiture,

N° d'édition : L.01EUCN000594.N001
Dépôt légal : septembre 2013